



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

 **COPIE**

**Pôle administratif des installations classées**

**Le préfet de la Haute-Savoie**

Le 5 juillet 2023

Chevalier de la légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du mérite

**Arrêté n°PAIC-2023-0055 du 5 juillet 2023**

**Portant mise en demeure de la société Carrières Rossetto qui exploite une carrière de roches massives à ciel ouvert sur la commune de ST JEOIRE**

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;  
VU le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Yves LE BRETON, Préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;  
VU le décret du 6 décembre 2022 , nommant M. David-Anthony DELAVOËT, administrateur de l'État hors classe, détaché en qualité de sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;  
VU l'arrêté préfectoral n°SGCD/SLI/PAC/2022-148 du 15 décembre 2022 donnant délégation de signature à Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;  
VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;  
VU l'arrêté préfectoral n° n°2009-292 du 3 février 2009 modifié autorisant la société Carrières Rossetto à exploiter une carrière à ciel ouvert de roches massives sur la commune de Saint-Jeoire ;  
VU la visite d'inspection réalisée sur le site le 27 avril 2023 par l'inspection des installations classées ;  
VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 8 juin 2023 transmis à l'exploitant par courrier recommandé en date du 8 juin 2023 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;  
VU l'absence d'observation de l'exploitant ;



CONSIDÉRANT que l'exploitant a accepté de recevoir sur son site environ 34 000 tonnes de terres inertes provenant d'un chantier genevois (Suisse) sur l'année 2022 ;

CONSIDÉRANT que le Pôle National de Transfert Transfrontalier de Déchets a confirmé avoir consenti pour ce site cinq notifications en 2022 pour une quantité totale importée de 33 010,78 tonnes ;

CONSIDÉRANT que l'article 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2009-292 du 3 février 2009 modifié précise que la carrière doit être implantée, exploitée et remise en état conformément aux plans et données contenus dans le dossier de la demande en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté ;

CONSIDÉRANT que l'étude d'impact du dossier précise les éléments suivants :

- en pied de falaise, des matériaux inertes, extérieurs au site, seront mis en remblais. 50 000 m<sup>3</sup> de matériaux inertes ou terreux pourront être mis en place. Ces matériaux seront apportés lors des 5 dernières années de l'activité d'extraction ;
- les matériaux inertes de remblais seront lors de la dernière phase d'exploitation soit utilisés dès leur réception sur les zones à aménager (modelage et végétalisation du site), soit temporairement stockés en attendant d'être mis en œuvre ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2009-292 du 3 février 2009 modifié précise également les informations suivantes :

- les cinq dernières années d'extraction correspondent à la phase 4 qui s'étend de 2024 à 2029 ;
- la dernière phase d'exploitation (2 ans de remise en état sans extraction) s'étend de 2029 à 2031 ;

CONSIDÉRANT que les consentements des notifications de transfert transfrontaliers de déchets sont valables sous réserve du strict respect des dispositions réglementaires nationales et européennes en vigueur ;

CONSIDÉRANT que le site n'est pas autorisé à recevoir des déchets avant 2024 et les consentements accordés en 2022 ne pouvant pas se substituer à l'autorisation préfectorale d'accepter des déchets inertes sur le site, ces derniers n'étaient pas valables ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a procédé à un transfert de déchets depuis la Suisse vers la France alors que le consentement des autorités compétentes concernées n'était pas valide ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a accepté des déchets d'un transfert alors qu'il n'était pas autorisé à les valoriser sur son site ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas respecté une prescription de son arrêté préfectoral d'autorisation ;

CONSIDÉRANT que les impacts (trafic, bruits, poussières, climat) liés à l'importation de déchets inertes sur le site avant 2024 n'ont pas été évalués dans l'étude d'impact du dossier d'autorisation présenté par l'exploitant dans le cadre du renouvellement de l'autorisation préfectorale ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un non-respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 03/02/2009 modifié ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation administrative ;

SUR la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

## A R R E T E

Article 1er : La société Carrières Rossetto, dont le siège social est situé Route de la Serra – 74490 Saint-Jeoire, est mise en demeure de déposer un dossier de modification des conditions d'exploitation.

Le dossier présentera a minima les éléments suivants :

- la justification de la cessation d'acceptation de déchets sur son site ;
- la présentation des solutions de remise en état du site listée ci-après sur la base d'un bilan environnemental coûts / avantages :
  - retour des déchets au producteur initial ;
  - évacuation des déchets vers un site dûment autorisé ;
  - maintien des déchets sur le site si l'impact global de cette solution le justifie. Dans ce cas, l'exploitant proposera les mesures de mise en sécurité (stabilité du stockage) et la justification de l'absence d'atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

La transmission des éléments demandés ne pourra excéder 2 mois.

Article 2 : Les délais s'entendent à compter du jour de la notification du présent arrêté.

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement et notamment :

1. obliger la personne mise en demeure à consigner entre les mains d'un comptable public une somme correspondant au montant des travaux ou opérations à réaliser ;  
(...)
2. faire procéder d'office, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, à l'exécution des mesures prescrites. Les sommes consignées en application du 1° du présent II sont utilisées pour régler les dépenses ainsi engagées ;  
(...)
3. ordonner le paiement d'une amende administrative au plus égale à 15 000 €, recouvrée comme en matière de créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine, et une astreinte journalière au plus égale à 1 500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure ou de la mesure ordonnée.

Article 3 : Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La présente décision peut être déférée par l'exploitant auprès du Tribunal administratif de Grenoble, notamment par la voie postale ou par la voie dématérialisée depuis le portail « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) », dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publicité.

Article 4 :

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie et monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée au maire de la mairie de St-Jeoire.

Pour le préfet,  
Le secrétaire général,

David-Anthony DELAVOËT

